



Industrie
Canada

Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

entreprise

VOL. 6, n° 1, mai 2004

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES *tendances*

Entre le quatrième trimestre de 2002 et le trimestre correspondant de 2003, les petites entreprises (comptant moins de 100 employés) ont créé quelque 35 500 emplois, soit environ 40 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne.

Le nombre de travailleurs indépendants a augmenté entre 1993 et 2003, surtout en raison de la hausse du nombre de travailleuses indépendantes, qui a été en moyenne de 2,3 % par an alors que le nombre de travailleurs indépendants a progressé en moyenne de 1,5 % par an.

On a enregistré 2 141 faillites au quatrième trimestre de 2003, ce qui correspond de très près au niveau du trimestre correspondant de 2002. Entre le quatrième trimestre de 2002 et le quatrième trimestre de 2003, le passif lié aux faillites commerciales a chuté de 23 % pour s'établir à environ 307 000 \$ par entreprise ayant déposé son bilan.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 89,1 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2003, en baisse de 4,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2002. Les prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) représentaient 24 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

Les institutions américaines de tous types et de toutes tailles participent au marché du financement par capitaux propres. En revanche, au Canada, seuls les régimes de pensions du secteur public et les institutions ayant un actif de plus de cinq milliards de dollars sont actives dans ce marché.

¹ Cette donnée n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

COMPÉTENCES EN GESTION ET CRITÈRES DE RENDEMENT DES PME : *une étude pilote*

Le rapport intitulé *Compétences en gestion et critères de rendement des PME : une étude pilote*, rédigé par Barbara Orser et Allan Riding, aborde deux aspects relativement peu étudiés du rendement des entreprises : les compétences en gestion et l'idée que se font les propriétaires de la réussite. L'étude a également créé pour l'occasion un indice des compétences en gestion, qui évalue la nature et la diversité des compétences en gestion des propriétaires et leur lien avec le rendement de l'entreprise. L'étude repose sur un sondage effectué auprès de 326 propriétaires de petite entreprise dans l'Ouest canadien.

L'étude porte sur les liens entre le rendement des entreprises et les compétences en gestion des propriétaires ainsi que leur idée de la réussite et elle tient compte de variables comme les plans d'expansion, l'âge du propriétaire, le secteur d'activité, l'âge de l'entreprise, le sexe du propriétaire et la participation antérieure à une formation en affaires.

Ce faisant, l'étude apporte un éclairage nouveau à la croissance des petites entreprises canadiennes. Elle examine les différences dans les critères de

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	3
Faillites commerciales	4
Travail indépendant	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement	6
Faits nouveaux	8



(suite de la page 1)

réussite entre les entreprises avec et sans salariés et constate que le succès comporte quatre aspects sous-jacents : l'acceptation du marché, la réalisation de soi, le bien-être personnel et le rendement financier.

Il ressort de l'étude que la croissance de l'entreprise est directement liée à la diversité de l'expérience en gestion et aux plans d'expansion des entrepreneurs. Ces deux facteurs sous-tendent toutes les autres caractéristiques du propriétaire et de l'entreprise généralement associées à la croissance de l'entreprise. Plus précisément, le rapport confirme que les entreprises dont les propriétaires ont des objectifs de croissance obtiennent de bien meilleurs résultats que les entreprises dont le propriétaire ne vise pas ces objectifs.

Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur expérience dans des activités de gestion comme l'adoption de nouvelles technologies ou du commerce électronique, la réalisation d'études de marché ou d'analyses financières, ou encore l'utilisation de l'information sur l'industrie, une proportion étonnamment élevée de propriétaires d'entreprise

ont répondu que ces activités étaient « sans objet » (voir le tableau 1). Tout porte à croire que de nombreux propriétaires d'entreprise ont des priorités différentes et que les modes de fonctionnement traditionnels leur conviennent.

Bien que l'étude repose sur un petit échantillon qui n'est pas entièrement représentatif des PME canadiennes, elle ouvre la voie à d'autres études dans ce domaine. La Direction générale de la politique de la petite entreprise a l'intention de déterminer l'intérêt des intervenants à l'égard d'une enquête nationale sur les compétences en gestion et le rendement et de voir s'il est possible d'établir un outil diagnostic en ligne reposant sur les résultats de l'enquête.

On peut consulter un sommaire en français du document intitulé *Compétences en gestion et critères de rendement des PME : une étude pilote* sur le site Web de la Recherche et politique de la petite entreprise à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/recherchepe/orser>

Tableau 1 : Fréquence relative des réponses « sans objet » sur les échelles concernant l'expérience en gestion

Échelle	Entreprises sans salariés (%)	Entreprises avec salariés (%)	Total ¹
Commerce électronique	53,9	39,0	142
Adoption de nouvelles technologies	54,9	29,1	121
Accès à l'information sur l'industrie	30,4	17,0	69
Analyses financières	28,4	14,8	62
Utilisation d'études de marché	28,4	14,8	62
Compétences en informatique	27,5	13,5	58
Accès à des sources de connaissances	26,5	13,0	56
Communications en ligne	25,5	13,0	55
Normes de l'industrie	19,6	14,8	53
Gestion des activités	28,4	8,5	48
Mise au point de produits	19,6	12,1	47
Délégation	36,3	1,8	41
Sources de capital	12,7	10,8	37
Gestion axée sur les personnes	29,4	1,8	34
Rapports financiers	7,8	10,3	31
Gestion de projet	5,9	10,8	30
Promotion et publicité	9,8	4,9	21
Réseaux professionnels	9,8	2,2	15
Réglementation concernant les petites entreprises	1,0	3,1	8
Gestion de carrière	1,0	2,7	7
Plans d'entreprise	2,9	1,3	6
Établissement des prix	3,9	0,9	6
Gestion des petites entreprises	0,0	0,4	1
Gestion du temps	0,0	0,4	1
Relations avec les fournisseurs et les clients	0,0	0,0	0

Source : Barbara Orser et Allan Riding, *Compétences en gestion et critères de rendement des PME : étude pilote*, 2003

<http://strategis.ic.gc.ca/recherchepe/orser>

¹ Total de réponses « sans objet ». Un total de 326 propriétaires ont participé au sondage.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada se rapportant au quatrième trimestre de 2003, près de 89 000 emplois rémunérés ont été créés comparativement au trimestre correspondant de 2002. Il s'agit d'une baisse de près de 45 000 emplois par rapport au nombre d'emplois créés sur 12 mois au troisième trimestre. Comme l'indique le tableau 2, près de 40 % des emplois ont été créés par les petites entreprises (moins de 100 employés), dont la contribution à la création d'emplois est plus importante que celle des moyennes et des grandes entreprises.

Le tableau 3 montre les variations nettes dans l'emploi rémunéré moyen, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, entre 2002 et 2003. Près de 234 000 emplois ont été créés en 2003, principalement par les entreprises comptant plus de 500 employés

(47 % du nombre total d'emplois créés) et les entreprises comptant entre 20 et 99 employés (31 %). Les entreprises comptant entre 5 et 19 employés ont enregistré une perte nette de plus de 5 000 emplois.

Trois industries ont contribué dans une proportion de près de 60 % à la création totale d'emplois : les soins de santé et l'assistance sociale (21 % du nombre total d'emplois créés), le commerce de détail (20 %) et les administrations publiques (17 %). Les principaux gains au niveau de l'emploi dans les petites entreprises ont été enregistrés dans les industries suivantes : construction (27 %), soins de santé et assistance sociale (19 %) et commerce de détail (18 %). Les industries de l'hébergement et des services de restauration, de l'exploitation forestière, de la fabrication, du transport et de l'entreposage ont enregistré des pertes d'emploi pendant cette période.

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au quatrième trimestre de 2003

Trimestre	Variation nette totale		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	445 716	10,2	1,3	8,2	6,1	25,8	11,4	3,6	15,0	59,2
T2 2001	2,8	344 534	2,0	8,8	13,3	12,1	36,2	11,0	2,7	13,7	50,1
T3 2001	1,8	220 349	30,4	2,6	17,3	15,8	66,1	0,1	-1,0	-0,9	34,8
T4 2001	0,9	118 891	33,4	39,9	36,0	13,9	123,2	-18,7	-39,8	-58,5	35,3
T1 2002	0,9	109 548	-10,5	32,4	43,3	37,1	102,3	-8,6	-26,8	-35,4	33,1
T2 2002	1,7	219 942	-2,2	5,4	36,9	37,7	77,8	14,1	-16,4	-2,3	24,5
T3 2002	2,9	371 463	-0,5	1,0	24,1	25,5	50,1	16,7	-8,7	8,0	41,9
T4 2002	3,7	468 364	-1,0	2,0	22,3	23,7	47,0	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	3,3	417 855	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,7	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	2,3	295 447	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,5	16,9	59,2
T3 2003	1,0	133 500	9,0	-5,9	14,3	15,7	33,1	16,6	11,4	28,0	38,9
T4 2003	0,7	88 971	7,3	-15,3	18,5	29,4	39,9	17,6	13,8	31,4	28,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), mars 2004.

(suite à la page 4)

(suite de la page 3)

Tableau 3 : Variation annuelle nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon l'industrie et la taille de l'entreprise, de 2002 à 2003

Industrie	Variation nette totale		Variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois ⁴	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Exploitation forestière ³	-10,3	-6 422	-597	-1 064	16	962	-683	798	-	-	-
Exploitation minière, gazière et pétrolière	7,1	9 923	269	-186	169	543	795	2 387	231	2 618	6 511
Services publics	0,7	766	-18	-31	-323	286	-86	199	-698	-499	1 351
Construction	4,5	27 930	4 700	5 643	7 711	3 153	21 207	5 557	1 104	6 661	63
Fabrication	-0,3	-5 261	-967	-2 537	127	4 110	733	8 615	7 045	15 660	-21 655
Commerce de gros	2,0	14 849	-563	-1 849	2 733	883	1 204	854	44	898	12 746
Commerce de détail	3,0	46 895	-316	-2 379	5 852	10 861	14 018	6 255	-610	5 645	27 232
Transport et entreposage	-0,3	-1 980	-166	259	1 730	2 402	4 225	-1 444	1 460	16	-6 221
Industrie de l'information et industries culturelles	2,8	9 401	257	246	1 482	1 591	3 576	2 968	-1 491	1 477	4 348
Finance et assurances	1,0	5 846	-214	-675	-529	2 409	991	633	-765	-132	4 985
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,3	620	1 278	-605	709	1 157	2 539	-2 058	878	-1 180	-738
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,3	1 710	2 916	-18	360	-1 440	1 818	-1 535	574	-961	852
Gestion de sociétés et d'entreprises ³	1,7	1 483	-473	-179	-377	69	-960	-767	-	-	-
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	6,6	36 910	216	1 648	4 230	3 783	9 877	6 792	678	7 470	19 565
Services d'enseignement	0,0	33	270	145	934	1 223	2 572	-227	3 079	2 852	-5 391
Soins de santé et assistance sociale	3,8	50 169	1 067	2 694	7 512	3 910	15 183	136	2 717	2 853	32 135
Arts, spectacles et loisirs	4,6	10 804	232	852	984	835	2 903	2 203	1 487	3 690	4 214
Hébergement et services de restauration	-2,0	-19 435	2 114	-10 139	-2 232	1 814	-8 443	-5 564	-2 983	-8 547	-2 447
Autres services (sauf les administrations publiques)	1,8	8 977	-443	3 027	4 103	989	7 676	3 505	-882	2 623	-1 320
Administrations publiques	5,6	40 728	48	-231	-802	-245	-1 230	2 979	-388	2 591	39 366
Total pour le Canada ⁴	1,8	233 943	9 609	-5 380	34 388	39 296	77 913	32 285	13 181	45 466	110 565

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), mars 2004.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au quatrième trimestre de 2003 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'EERH ne font pas état des travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et excluent les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne tiennent pas compte non plus des entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et aux industries.

⁴ La variation totale nette de l'emploi dans chaque industrie et selon la taille de l'entreprise peut ne pas correspondre à la somme des différents totaux car ceux-ci ont été arrondis.

FAILLITES commerciales

On a enregistré 2 141 faillites commerciales au Canada au cours du quatrième trimestre de 2003, un niveau très similaire à celui du trimestre correspondant de 2002 (2 151). Cela représente par contre une augmentation d'environ 7 % par rapport au trimestre précédent (2 006). Les secteurs d'activité les plus touchés ont été ceux du commerce de détail (15 % des faillites), de la construction (15 %) ainsi que de l'hébergement et des services de restauration (12 %). Notons que le secteur du commerce de détail et celui de l'hébergement et des services de restauration sont ceux qui avaient déjà été les plus touchés par les faillites depuis au moins les deux dernières années.

Au quatrième trimestre de 2003, le passif lié aux faillites a atteint 658 millions de dollars, une diminution de 21 % par rapport au trimestre précédent, malgré l'augmentation du nombre de faillites. Le passif moyen s'est établi à environ 307 000 \$ par entreprise en faillite. Cela représente une importante diminution par rapport à la moyenne du trimestre précédent (418 000 \$) et à celle du trimestre correspondant de 2002 (394 000 \$). Avec des passifs de 99 millions et 97 millions de dollars, respectivement, les secteurs de la fabrication et du commerce de gros représentaient à eux seuls près de 30 % du passif du quatrième trimestre.

TRAVAIL *indépendant*

Dans l'*Enquête sur la population active*, Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'entreprise constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise constituée en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

Le tableau 4 présente la ventilation, selon le sexe, de chaque catégorie de travailleurs indépendants entre 1993 et 2003, ainsi que les taux de croissance annualisés. Tant chez les hommes que chez les femmes, le travail indépendant a connu une croissance soutenue entre 1993 et 1999, pour fléchir les deux années suivantes, et ensuite amorcer une reprise partielle entre 2001 et 2003.

Parmi les travailleurs indépendants sans aide rémunérée, les hommes et les femmes affichent des courbes de croissance similaires. Ceux dont l'entreprise était constituée en société avaient connu une très forte croissance avant 1999, qui s'est poursuivie après cette date : les hommes de cette catégorie affichent un taux de croissance annualisé de 6,6 % et les femmes, un taux de 4,9 %. Sur l'ensemble des travailleurs indépendants, la proportion de propriétaires d'une entreprise constituée en société n'ayant pas recours à une aide rémunérée a plus que doublé en dix ans. Cette proportion est passée chez les hommes de 5,5 % à 11 % en 2003. De même, la proportion de travailleuses indépendantes propriétaires d'une entreprise constituée en société n'ayant pas recours à une aide rémunérée a grimpé de 1,6 % à 3,7 %.

Les travailleurs indépendants (des deux sexes) dont l'entreprise n'est pas constituée en société et n'ayant pas recours à une aide rémunérée ont enregistré une croissance positive entre 1993 et 1999, et une croissance négative entre 1999 et 2003.

Par contre, les taux de croissance observés sont très différents d'un sexe à l'autre dans les catégories des travailleurs indépendants faisant appel à de l'aide rémunérée. Le nombre d'hommes propriétaires d'une entreprise constituée en société a reculé de 0,3 % par an cours de la période de dix ans, leur proportion passant de 20,3 % en 1993 à 16,5 % en 2003, tandis que le nombre de femmes a augmenté de 2,6 % par an, leur proportion passant de 4,8 % à 5,2 % de 1993 à 2003. Parmi les travailleurs

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 14 avril 2004

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 3,8 % au quatrième trimestre de 2003, après avoir augmenté de 1,3 % au trimestre précédent. Toutefois, c'est principalement la reconstitution des stocks qui est à l'origine de l'accélération de la croissance, étant donné que la croissance de la demande finale a fléchi, passant de 5,8 % au troisième trimestre à 1,2 % au quatrième. Cette baisse de la demande finale est principalement attribuable à un ralentissement des dépenses réelles de consommation, imputable à une forte diminution des achats d'automobiles. En 2003, le PIB réel a connu une croissance de 1,7 %, en baisse par rapport à la croissance de 3,3 % enregistrée en 2002. Du côté des revenus, les bénéfices des sociétés ont continué de grimper au quatrième trimestre pour atteindre un niveau record en 2003. Le revenu réel personnel disponible a augmenté de 1,1 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 1,5 % au trimestre précédent.

PIB mensuel réel. Le PIB mensuel réel a fléchi de 0,1 % en janvier, après avoir connu une hausse de 0,5 % en décembre. Il s'agissait de la première baisse depuis le repli de 0,7 % en août causé par la panne de courant en Ontario. La production de biens a faibli de 0,4 % après avoir augmenté de 1 % en décembre. Après deux hausses consécutives, le PIB du secteur de la fabrication a chuté; les services publics ont enregistré une hausse de 4,1 %. La production du secteur tertiaire est demeurée inchangée, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre. Les secteurs de la vente de gros et des transports ont connu un ralentissement de leurs activités par suite d'une baisse de la vente d'automobiles. L'industrie de l'hébergement et de la restauration a tourné au ralenti en raison de la baisse du nombre de voyageurs étrangers au Canada, mais des faibles gains dans le reste de l'industrie tertiaire ont permis de compenser ces pertes.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques ont été revues légèrement à la baisse, mais on continue de prévoir une accélération de la croissance. L'enquête du *Consensus Forecast* d'avril prévoit une hausse du PIB réel au Canada de 1,7 % en 2003, de 2,7 % en 2004 (en baisse par rapport au taux de 3 % enregistré en décembre) et de 3,3 % en 2005. Entre-temps, le PIB réel aux États-Unis devrait enregistrer une croissance de 3,1 % en 2003 et de 4,6 % en 2004 avant de redescendre à 3,7 % en 2005.

Dépenses de consommation. La croissance des dépenses de consommation a fléchi, passant de 4,6 % au troisième trimestre à 0,1 % au quatrième. Il s'agit de la progression la plus modeste depuis le quatrième trimestre de 1995. Le ralentissement reflète surtout une baisse de 17 % des dépenses au titre des biens durables. En 2003, les dépenses de consommation ont progressé de 3,3 %, ce qui représente peu de changement par rapport à la hausse de 3,4 % enregistrée en 2002. L'accélération des dépenses au titre des services (4,1 %) a compensé le ralentissement des dépenses au titre des biens durables (2,3 %) en 2003.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation et l'activité dans ce secteur sont demeurés importants au quatrième trimestre, alors que l'investissement dans le secteur résidentiel poursuivait sur sa lancée, à hauteur de 10 %, après avoir enregistré une hausse de 18,6 % au troisième trimestre. En 2003, la croissance de l'investissement résidentiel a baissé pour s'établir à 7,5 %, après avoir connu des taux de croissance remarquables en 2001 (10,3 %) et 2002 (14,2 %).

Investissements des entreprises dans les machines et le matériel. Ces investissements ont augmenté d'à peine 1,1 % au quatrième trimestre, après avoir affiché leur plus haut niveau en deux ans (19,2 %) au troisième trimestre. Stimulés par la baisse des prix associée à l'appréciation du huard, les investissements des entreprises dans les machines et le matériel ont augmenté de 5 % en 2003, après un repli de 3,2 % en 2002.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 14,7 % (selon un taux annualisé) au quatrième trimestre, affichant un taux de croissance à deux chiffres pendant deux trimestres de suite qui leur a presque permis de rattraper la perte enregistrée au deuxième trimestre. En 2003, les bénéfices des sociétés ont progressé de 10,1 % pour s'établir à 146,4 milliards de dollars, malgré les problèmes (p. ex., SRAS, panne de courant en Ontario et appréciation rapide du dollar canadien).

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

indépendants propriétaires d'une entreprise non constituée en société et faisant appel à une aide rémunérée, le travail indépendant a baissé de 2 % par an chez les hommes tout au long de la décennie, alors qu'il augmentait de 1,0 % par an chez les femmes.

Le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés des deux sexes a baissé au cours de la période de dix ans.

Tableau 4 : Travailleurs indépendants au Canada, proportions et taux de croissance annuels selon la catégorie de travailleurs et le sexe, 1993-2003

	Hommes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)						Femmes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)					
	Sans aide rémunérée			Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée			Avec aide rémunérée		
	Tous les travailleurs indépendants	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Travailleurs familiaux non rémunérés	Toutes les travailleuses indépendantes	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Travailleuses familiales non rémunérées
1993	67,7	5,5	28,8	20,3	12,2	0,9	32,3	1,6	19,3	4,8	3,8	2,8
1994	66,6	5,9	29,2	18,5	12,5	0,6	33,4	1,9	20,7	4,6	4,0	2,2
1995	66,3	6,0	28,9	19,2	11,6	0,7	33,7	2,1	20,7	5,2	3,7	2,1
1996	65,8	6,6	29,6	17,9	11,0	0,6	34,2	2,1	21,5	4,8	3,8	2,0
1997	64,8	7,8	29,8	17,3	9,0	0,8	35,2	2,9	21,9	5,3	3,2	2,0
1998	64,4	7,5	31,0	16,3	8,9	0,7	35,6	2,8	22,6	5,0	3,4	1,8
1999	65,0	8,3	30,6	16,8	8,6	0,6	35,0	3,0	22,1	5,2	3,5	1,2
2000	64,8	9,0	29,9	16,4	8,9	0,6	35,2	3,2	21,4	5,7	3,7	1,2
2001	66,1	10,0	29,7	16,7	9,2	0,5	33,9	3,3	20,6	5,2	3,8	1,0
2002	65,0	10,4	29,0	16,4	8,8	0,5	35,0	3,6	21,4	5,4	3,7	0,9
2003	65,8	11,0	29,4	16,5	8,3	0,6	34,2	3,7	20,8	5,2	3,5	0,9
Taux de croissance												
1993-2003	1,5	9,0	2,0	-0,3	-2,0	-3,6	2,3	10,9	2,5	2,6	1,0	-8,8
1993-1999	2,6	10,6	4,4	0,1	-2,6	-3,2	4,7	15,0	5,6	4,5	1,6	-9,5
1999-2001	-2,4	6,1	-4,6	-3,5	-0,1	-15,8	-4,7	1,6	-6,5	-2,9	0,9	-13,8
2001-2003	2,0	7,1	1,8	1,4	-2,5	9,0	2,7	8,3	2,6	2,7	-0,8	-1,1
1999-2003	-0,2	6,6	-1,5	-1,1	-1,2	-4,2	-1,1	4,9	-2,1	-0,1	0,1	-7,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

FINANCEMENT

Rapport sur les investisseurs institutionnels canadiens et les capitaux propres

Une nouvelle étude¹, commandée par le gouvernement fédéral et six gouvernements provinciaux et réalisée par la firme Macdonald & Associates Limited, examine le rôle des investisseurs institutionnels en ce qui a trait au financement par capitaux propres.

Des entrevues fort étoffées ont été organisées avec les représentants de 74 fonds institutionnels ayant un siège dans toutes les régions du pays. On a demandé à ces personnes quel était leur intérêt à l'égard des capitaux propres et leur participation à ce marché, au pays et à l'étranger. Les hauts responsables des 20 plus grands régimes de pension, fondations et fonds de fonds des États-Unis ont également été interrogés à propos de leur expérience du marché

et de leur intérêt à l'égard des possibilités d'investir des capitaux propres au Canada.

Le rapport établi au terme de l'étude, *Trouver la clé*, révèle que les institutions américaines s'intéressent de près aux souscriptions privées sur tous les marchés, comme en témoigne le volume élevé d'actifs qu'elles engagent et les montants qu'elles ont l'intention d'investir au cours des années à venir. Aux États-Unis, les institutions de tous les types et toutes les tailles participent au marché. Au Canada, seuls les régimes de pensions du secteur public et les institutions dont la taille dépasse 5 milliards de dollars participent activement au marché du financement par capitaux propres (voir le tableau 5).

Le rapport conclut que le Canada se heurte à plusieurs problèmes fondamentaux qui entravent la participation des institutions

(suite de la page 6)

canadiennes au marché national et mondial du financement par capitaux propres.

Les répondants canadiens et américains ont indiqué qu'il faudrait avant tout accroître la communication et l'information si l'on veut changer les choses. Plus précisément, ils ont relevé le besoin, pour les institutions canadiennes et le milieu des capitaux propres, de se concerter davantage afin de rétablir la confiance et de collaborer en vue d'atteindre des objectifs communs.

Le rapport *Trouver la clé* propose ainsi la tenue de discussions multilatérales, principalement dans le cadre de séminaires internationaux organisés par les gouvernements fédéral et provinciaux et par des associations industrielles comme la Canada's Venture Capital & Private Equity Association (CVCA), le Réseau de capital de risque du Québec et l'Association canadienne des gestionnaires de fonds de retraite. Le rapport propose également que ces organismes prennent part à l'élaboration de nouvelles stratégies en vue de faire connaître aux institutions américaines les possibilités particulières d'investissement de capitaux propres au Canada.

Le rapport propose également que les associations industrielles poursuivent leur travail pour le compte des institutions, des professionnels des capitaux propres et des entrepreneurs afin d'encourager le ministère des Finances Canada et d'autres organes gouvernementaux à apporter des changements au régime fiscal et réglementaire.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Anthony Haddad au (613) 946-2549 ou avec Christine Soucy, au (418) 648-4848.

¹ Macdonald & Associates Limited, *Trouver la clé : les investisseurs institutionnels canadiens et les capitaux propres*, rapport préparé pour Industrie Canada, décembre 2003.

*Tableau 5 : Allocations institutionnelles (réelles)
aux capitaux propres¹*

Canada et États-Unis, 2002				
États-Unis				
Taille du fonds (\$US)	Moins de cinq milliards de dollars	Entre un et cinq milliards de dollars	Entre 501 millions et un milliard de dollars	Moins de 500 millions de dollars
Pourcentage du total des actifs	3,4	2,6	1,5	1,5
Canada				
Taille du fonds (\$CAN)	Moins de cinq milliards de dollars	Entre un et cinq milliards de dollars	Entre 501 millions et un milliard de dollars	Moins de 500 millions de dollars
Pourcentage du total des actifs	3,2	0,5	0,1	0,1

Source : Greenwich Associates, 2003.

¹ Inclut les données disponibles pour les fonds de dotation/fondations et les régimes de pensions des entreprises et du secteur public.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 14 avril 2004

(suite de la page 5)

Compte courant. Le compte courant a dégagé un excédent (6,7 milliards de dollars) pour la 18^e fois de suite au quatrième trimestre de 2003, mais cet excédent était de 1,2 milliard de moins qu'au trimestre précédent en raison de la baisse de l'excédent de la balance commerciale (-0,6 milliard de dollars pour s'établir à 15,1 milliards de dollars) et d'un déficit plus élevé au titre du revenu d'investissement (0,6 milliard de dollars pour s'établir à 5,6 milliards de dollars). Néanmoins, l'excédent du compte courant s'est accru de 2,4 milliards de dollars en 2003, pour atteindre 25,8 milliards de dollars. L'excédent sur marchandises a augmenté car les importations ont régressé davantage que les exportations, tandis que le déficit au titre des investissements diminuait.

Enquête sur la situation des entreprises (janvier). Selon l'Enquête, les perspectives de production des fabricants pour le premier trimestre étaient prudemment optimistes, ce qui donne à penser que la croissance du secteur devrait se poursuivre au cours de cette période, mais à un rythme moins rapide qu'au quatrième trimestre. Cinquante-cinq pour cent des fabricants s'attendaient à ce que leur production demeure inchangée, et 30 % s'attendaient à une hausse. Par ailleurs, 83 % des producteurs ont indiqué que leur main-d'œuvre demeurerait la même ou augmenterait. Quatre-vingt-quatre pour cent des fabricants n'ont fait état d'aucun obstacle à la production, à savoir manque de main-d'œuvre qualifiée, hausse du dollar canadien, baisse des commandes et incidence du différend concernant le bois d'œuvre.

Emploi. On a enregistré la perte de 13 000 emplois en mars, ce qui porte la perte totale d'emplois depuis le début de 2004 à 20 000. En fait, 81 000 emplois à temps partiel ont été supprimés, tandis que 61 000 emplois à temps plein ont été créés. La croissance de l'emploi s'est limitée à 1,7 % en 2003, soit une baisse par rapport au taux de 3,7 % enregistré en 2002. Cependant, 197 000 de ces emplois ont été créés entre août et décembre. Le taux de chômage a augmenté, passant de 7,4 % au cours des derniers mois à 7,5 % en mars.

Indice des prix à la consommation (IPC). En février, l'IPC affichait une hausse de 0,7 % sur 12 mois. L'inflation a diminué après avoir atteint un sommet en février 2003, alors que les prix élevés de l'énergie avaient fait monter le taux d'inflation à 4,6 %, soit le niveau le plus élevé depuis septembre 1991. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes et qui constitue la mesure de l'inflation utilisée par la Banque du Canada pour établir sa politique monétaire, est passé de 1,5 % en janvier à 1,1 % en février, soit un niveau inférieur au point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

Banque du Canada. Le 13 avril, la Banque du Canada a réduit son taux directeur de 25 points de base pour le ramener à 2 %, afin de faciliter les ajustements à l'évolution de l'économie mondiale et de soutenir la demande globale. Depuis la fin du mois de juillet, au total, la Banque a réduit son taux directeur de 125 points de base. La Réserve fédérale des États-Unis a maintenu le taux des fonds fédéraux à 1 % le 16 mars. Par suite de ces décisions, l'écart entre le taux du papier des sociétés à trois mois et le taux américain a rétréci d'environ 120 points de base depuis juin pour s'établir à 101 points de base le 14 avril.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,743 \$US le 14 avril 2004. Le dollar, qui s'échangeait en moyenne à 0,75 \$US au cours des derniers mois, avait atteint au début de janvier son plus haut niveau en dix ans (0,788 \$US), en partie en raison du rétrécissement de l'écart dans les taux d'intérêt à court terme entre le Canada et les États-Unis.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse macaluso.joseph@ic.gc.ca

FAITS *nouveaux*

Réunion du Groupe de travail de l'APEC sur les petites et moyennes entreprises à Vancouver

Au nom du Chili, économie dirigeante en 2004, Industrie Canada a accueilli la 18^e réunion du Groupe de travail de l'APEC sur les PME et la deuxième réunion du Sous-groupe sur les micro-entreprises. Les deux réunions ont eu lieu à Vancouver, du 8 au 10 mars 2004.

Les discussions portaient sur le thème « Entrepreneuriat » de l'APEC PME 2004. Les participants ont accepté de développer ce thème au cours des prochains mois dans le cadre de quatre priorités stratégiques : entrepreneuriat et réglementation, innovation et technologie, finances, et éducation et formation.

Les résultats de ces travaux seront présentés aux ministres responsables des PME des économies membres de l'APEC à la 11^e réunion des ministres responsables des PME, qui se tiendra à Santiago, au Chili, les 6 et 7 octobre 2004. On trouvera de plus amples renseignements sur les réunions de l'APEC 2004 dans le site de l'APEC à l'adresse www.apec2004.cl

Réunion de l'Association des sciences administratives du Canada, du 5 au 8 juin 2004 à Québec

La conférence annuelle de l'Association des sciences administratives du Canada (ASAC) aura lieu à l'Université Laval, à Québec, en juin prochain. Le thème de cette année est « Un programme de recherche pour la décennie ». La conférence sera articulée autour de trois sujets de recherche principaux, qui présentent les défis qui se poseront aux entreprises au cours des dix prochaines années, soit : l'ajustement rapide aux changements du marché, l'identification des nouvelles occasions d'affaires et le développement des compétences d'affaires.

Dans le cadre du volet « Entrepreneuriat et affaires familiales » de la conférence, la Direction générale de la politique de la petite entreprise présentera des résultats de son projet de recherche sur les firmes en croissance au Canada. Le document de recherche, qui a été soumis au jury de l'ASAC, a été désigné comme le meilleur manuscrit présenté cette année. Les faits saillants de ce projet de recherche peuvent être consultés à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/recherchepe/entreprisesencroissance/faitssaillants>. La direction générale espère aussi présenter son deuxième rapport au Parlement sur le financement des PME, qui sera publié bientôt.

Pour plus d'information sur l'ASAC et la conférence de juin, consultez le site de l'association à l'adresse <http://www.asac.ca>

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires à la rédactrice :

Annie Payant
Courriel : payant.annie@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-7628
Télécopieur : (613) 954-5492
Site Web : <http://strategis.gc.ca/recherchepe>

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54144B



Contient 10 % de matières recyclées